Le Congrès des métaux de la région parisienne

Le dernier Congrès des Métaux, qui a tenu ses assises les samedi 9 et dimanche 10 juin, a revêtu une physionomie particulièrement typique de l'état d'esprit des militants qui dirigent la Fédération des métaux.

Peut-on dire que les résolutions votées comme les interventions à la tribune reflètent les véritables sentiments des travailleurs métallurgistes de la région parisienne? Nous ne le pensons pas; la préparation de ce congrès a revêtu un aspect assez classique, que les militants syndicalistes connaissent bien.

Organisation de réunions préparatoires dans les usines au cours desquelles sont passées en revue les revendications propres à la section. Et si dans les «tôles» importantes on peut dire que le problème de l'orientation générale du syndicat est posé, par contre, dans les petites boîtes, ces questions sont rarement traitées, et toute latitude est laissée au délégué qui vote suivant ses préférences personnelles et souvent sans avoir eu connaissance en temps utile des problèmes sur lesquels il doit se prononcer.

L'on peut dire, par exemple, que le principe de l'augmentation des cotisations n'a pas été soumis à bon nombre d'entreprises, alors que les délégués appelés à se prononcer au congrès ont voté l'augmentation qui figurait — oh! diplomatie — dans une résolution générale qui comportait d'autres questions.

Eh bien! que l'on fasse un référendum auprès des syndiqués, et l'on s'apercevra que la majorité est hostile à cette augmentation. Et ce qui est vrai pour cette question l'est aussi, par exemple, pour la participation du syndicat aux luttes électorales ou à la collaboration avec des

organisations politiques. La direction syndicale se plaint du manque de militants et elle les incite à aller se fourvoyer chez les politiciens pour une collaboration qui n'aura pour seul résultat que de placer des hommes dans des situations où ils seront perdus pour le mouvement syndical.

Pour citer un exemple: le Syndicat des métaux s'est prononcé pour la collaboration avec le Front national, qui, lui, sollicite les sections d'entreprise; or, dans ces entreprises, il se trouve des travailleurs qui sont plutôt partisans du mouvement Libération, d'autres qui ne sont ni pour l'un ni pour l'autre. L'on voit tout de suite les discussions que cela peut provoquer dans la section syndicale: nuire à la bonne entente sur le terrain de l'entreprise, sans préjudice de tout le mal que peut faire le virus politique au sein du mouvement syndical.

Heureusement que le principe de la présentation de listes communes pour les élections a soulevé un mouvement de protestation au congrès et que la direction syndicale a été obligée de faire machine arrière et de reconnaître que cette mesure était toute provisoire.

Quant aux États Généraux, nouvelle pièce montée pour des fins politiciennes dans lesquelles quelques bons militants syndicalistes vont aller perdre leur temps, on peut dire qu'ils constituent la plus grande duperie du siècle, un essai de replâtrage du régime capitaliste, laissant l'illusion aux travailleurs qu'on va détruire le capitalisme en faisant l'économie d'une révolution. Une résolution votée sur ces États Généraux laisse d'ailleurs l'impression que ceci n'intéressait que de très loin les militants présents.

Une question importante a été débattue assez largement concernant une modification des statuts. Il s'agissait de donner une nouvelle forme plus en rapport, paraît-il, avec la situation économique actuelle. On semble là oublier que les contradictions du régime capitaliste sont une chose et la

structure des syndicats en est une autre.

Or, disons-le fortement: c'en est assez de ces proclamations sur les nécessités pour la classe ouvrière de faire des concessions qui ne profitent qu'aux privilégiés du régime.

Camarades métallos, même si vous êtes en désaccord avec le syndicat, ne désertez pas l'organisation.

Luttez pour l'indépendance du mouvement syndical. Luttez contre l'abandon de la plateforme révolutionnaire qui a dans le passé fait l'originalité de cette organisation.

Luttez contre la centralisation qui empêche les travailleurs de contrôler à tout moment l'organisation. Et surtout n'oubliez pas que si le syndicalisme est d'abord une organisation qui combat pour l'amélioration du sort des travailleurs en régime capitaliste, il est autre chose aussi: une des colonnes principales sur lesquelles s'appuient les libertaires pour construire la commune libre de demain.